

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/497

18 juin 2004

(04-2650)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais/
espagnol

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE L'OMC SUR L'APPLICATION DES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES (ACCORD SPS)

Renseignements présentés par l'Institut interaméricain
de coopération pour l'agriculture (IICA)

La communication ci-après, datée du 16 juin 2004, est distribuée à la demande de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).

1. En octobre 2003, l'IICA a présenté le document G/SPS/GEN/427 au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (le Comité). Ce document exposait quelques-uns des résultats obtenus et des enseignements tirés à la suite de la mise en œuvre de l'Initiative pour les Amériques en matière SPS (l'Initiative).¹

2. Les pays des Amériques participent à cette initiative depuis près de deux ans, période au cours de laquelle la participation de leurs experts en poste dans les capitales aux réunions du Comité est passée de 15 à 96 pour cent (par rapport aux périodes allant de juin 2000 à juin 2002 et d'octobre 2002 à juin 2004). Au cours de cette période, nous avons été en mesure d'identifier cinq actions fondamentales qui distinguent la présence physique des pays aux réunions du Comité d'une participation plus active, laquelle comprend le renforcement permanent des capacités et la mise en œuvre effective de l'Accord SPS. Ces cinq actions de la part des pays les plus actifs sont les suivantes:

Ils disposent de mécanismes de liaison actifs entre le secteur public et le secteur privé

3. Les pays qui sont des participants actifs disposent de mécanismes par lesquels les institutions publiques et privées établissent et mettent en œuvre un programme SPS. Il peut s'agir de mécanismes formels ou informels, mais leur caractéristique commune est leur efficacité. Certains pays ont créé un Comité SPS national par décret, d'autres sont en voie d'en approuver un et d'autres encore ont utilisé des enceintes existantes pour inclure la question des mesures SPS dans leur programme de discussions, avec le soutien ou la participation d'organismes de coopération tels que l'IICA ou la FAO.

4. L'un des pays qui est en train d'établir un mécanisme de liaison a indiqué ce qui suit:
"L'approbation de l'Accord exécutif en vue de la création du Comité national des mesures sanitaires"

¹ L'Initiative a vu le jour grâce à des ressources fournies par le Département de l'agriculture des États-Unis et l'IICA. À l'heure actuelle, il existe un "groupe directeur" composé de six pays des Amériques. Lorsque le présent document mentionne "les pays des Amériques", il se réfère aux pays membres de l'IICA. Sur les 34 pays membres, 31 sont considérés comme des pays en développement et un comme un PMA.

et phytosanitaires, y compris ses règles et sa mise en œuvre, contribuera aux efforts de coordination et de renforcement des actions avec les différents secteurs concernés, de manière à assurer une étroite communication et l'échange mutuel de renseignements. Il en résultera de nombreux avantages, en particulier un suivi effectif de l'Accord SPS."

Ils disposent de voies de communication fluides et permanentes entre les institutions de la capitale et la mission à Genève

5. Cela leur permet de prévoir les situations susceptibles de présenter un intérêt pour le pays et d'y faire face en temps opportun. C'est aussi une autre forme de soutien lorsque les experts de la capitale ne peuvent être présents aux réunions du Comité.

6. L'un des pays qui participe à l'Initiative a indiqué ce qui suit: *"... la participation aux travaux du Comité SPS de l'OMC est d'une importance primordiale, que ce soit par la présence physique des fonctionnaires des administrations centrales qui prennent part aux discussions ou en faisant parvenir des arguments et des renseignements à la mission à Genève. [...] Le maintien d'une participation active est lié aux mécanismes de liaison qui existent entre les fonctionnaires des administrations centrales et la mission à Genève."*

7. Qu'advient-il des pays qui n'ont pas de mission permanente auprès de l'OMC? Certains pays ont indiqué qu'une coordination régionale effective pourrait leur permettre d'élaborer des positions communes et de tirer parti de l'infrastructure des pays qui disposent, eux, d'une mission permanente à Genève.

Ils disposent de personnel principalement chargé de l'Accord SPS et de son application au niveau international

8. Les fonctions de surveillance, d'analyse, de communication, de direction et de délégation de pouvoir en matière SPS exigent un investissement de base et une structure minimale en ressources humaines qui permettent de se conformer à l'Accord SPS et d'en tirer profit. Comme l'a indiqué un pays: *"L'importance des questions SPS et la diversité des intervenants justifient une action systématique et continue, chose qui n'est pas facile à réaliser en l'absence de personnel affecté à cette tâche."*

9. Qu'advient-il des pays qui n'ont pas consenti cet investissement en ressources humaines? Certains pays ont indiqué que les exigences et les défis associés à l'Initiative se sont ajoutés à la liste des responsabilités déjà assignées à leurs institutions, et que, par voie de conséquence, les efforts et les ressources qu'ils consacrent aux nouvelles tâches sont insuffisants pour leur permettre de s'en acquitter comme il convient.

Les décideurs définissent et mènent des actions spécifiques en matière SPS

10. L'une des principales caractéristiques des pays qui progressent dans la mise en œuvre de l'Accord SPS est que leurs responsables politiques et leurs décideurs reconnaissent l'importance d'une participation active dans les enceintes internationales et qu'ils définissent et mènent des actions spécifiques pour renforcer cette participation. Un pays a plaidé en faveur de l'application de disciplines spécifiques devant le Comité, considérant que c'était d'une importance stratégique pour améliorer les conditions d'accès de son secteur privé. Pour ce faire, il a défini une politique à cette fin avec le concours des autorités nationales et en coordination avec son secteur privé.

11. Un autre pays a reconnu qu'il était important d'associer les décideurs, indiquant ce qui suit: *"À moyen terme, il faudra que les autorités nationales reconnaissent l'importance de ces enceintes, de manière qu'il soit possible d'obtenir les autorisations et les ressources nécessaires pour faciliter une*

participation active à l'OMC, à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et au Codex Alimentarius."

Ils affectent des ressources à leur participation continue au niveau international

12. Certains des pays qui bénéficient de l'Initiative ont engagé des négociations et ont pu faire en sorte que des crédits soient inscrits dans leurs budgets annuels pour leur participation à de futures réunions. D'autres ont affecté des ressources à la formation spécialisée d'experts opérant dans ce domaine.

Conclusions

13. Les pays en développement ont toujours considéré que, pour progresser dans la mise en œuvre de l'Accord SPS, il leur fallait consentir des investissements majeurs en argent et en technologie. Toutefois, l'Initiative pour les Amériques en matière SPS a montré que ces pays ont à leur portée d'autres options ou actions leur permettant d'accomplir des progrès considérables sans dépendre de manière importante de ces deux variables.

14. Cinq actions distinguent les pays qui font le plus de progrès en matière SPS: 1) ils disposent de mécanismes de liaison actifs entre le secteur public et le secteur privé; 2) ils disposent de voies de communication fluides permanentes entre les institutions de la capitale et la mission à Genève; 3) ils disposent de fonctionnaires qui sont principalement chargés des mesures SPS au niveau international; 4) les décideurs définissent et mènent des actions en matière SPS; et 5) ils affectent des ressources à leur participation continue au niveau international. La principale caractéristique de ces actions fondamentales est qu'elles reposent sur l'esprit d'initiative, le renforcement des institutions et une approche intégrée.

15. À l'avenir, s'ils veulent tirer un profit maximum de leur participation aux travaux du Comité, favoriser une mise en œuvre durable de l'Accord SPS, s'acquitter de leurs obligations et saisir les possibilités qui s'offrent, les pays devront impérativement concentrer leurs efforts sur le renforcement des capacités, l'esprit d'initiative et une coordination appropriée et permanente avec le secteur privé.

16. Bien que l'Initiative puisse être d'une aide précieuse pour les pays qui mènent des actions visant à accroître et à maintenir durablement leur participation dans les enceintes internationales, à long terme, le niveau de progrès réalisés dépendra davantage du degré de priorité et d'attention accordé par chaque pays.

17. Pour de plus amples renseignements sur l'Initiative, prière de contacter:

Erick.bolanos@iica.ac.cr (Eric Bolaños) ou Kevin.walker@iica.ac.cr (Kevin Walker)

Gregg.Young@usda.gov (Gregg Young) ou marianne.mcelroy@fas.usda.gov (Marianne McElroy) ou

Henry.Schmick@usda.gov (Henry Schmick)

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)
Protection zoosanitaire et phytosanitaire et innocuité des produits alimentaires
<http://agrihealth.ws>
